



**PREFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

**Arrêté complémentaire**

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 aout 2011  
délivré à LA GRANDE JAUGUE (site du Temple),  
dont le siège social est situé à MERIGNAC (33700)  
pour l'exploitation d'activités de compostage à SAINT MEDARD EN JALLES (33130)**

**Le Préfet de Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la directive n° 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** l'article R.511-9 du code de l'environnement et son annexe ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M. Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33 000 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 47 30 51 51  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) adopté le 21 octobre 2019 ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Audenge ;

**VU** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;

**VU** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Estuaire de la Gironde et milieux associés » approuvé par arrêté du 30 août 2013 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 août 2011 délivré à LA GRANDE JAUGUE (site du Temple) pour l'exploitation d'installations de Compostage sur le territoire de la commune de SAINT MEDARD EN JALLES (33130) à l'adresse suivante 20 Avenue du Temple ;

**VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par LA GRANDE JAUGUE (site du Temple) le 03 août 2023 concernant l'exploitation de Compostage et le dossier joint ;

**VU** le dossier de réexamen transmis par courrier reçu en date du 03 août 2023, inclut dans le dossier de demande de modification susvisé, à la préfecture de la Gironde, le mémoire justificatif de non remise du rapport de base concernant l'activité de la rubrique principale daté d'août 2015 ;

**VU** les demandes de compléments formulées par l'inspection des installations classées par courriers datés du 18 septembre 2024 et 25 octobre 2024 au sujet du dossier de porter à connaissance susvisé ;

**VU** l'étude d'acceptabilité des rejets de l'installation dans le milieu récepteur, rédigée par la société ANTEA, datée du 25 février 2025 et reçue par l'inspection des installations classées le 07 mai 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 26 novembre 2025 ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 septembre 2025 ainsi que les différents échanges en date des 13 octobre 2025, 23 octobre 2025 et 29 octobre 2025 concernant l'applicabilité des valeurs limites d'émissions de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé pour les éléments traces métalliques (As et Cd) ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a remis le dossier de réexamen requis en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement le 03 août 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique : 3532 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont les conclusions sur les MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets ont été publiées par au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018 ;

**CONSIDÉRANT** donc que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R.515-58 du code de l'environnement sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au traitement des déchets ;

**CONSIDÉRANT** les mesures proposées par l'exploitant dans le dossier de réexamen ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article R.515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives notamment :

- au traitement et aux valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques ;
- aux conditions de stockage des déchets ;
- à la surveillance des rejets d'eaux résiduaires ;
- à la surveillance des eaux souterraines.

**CONSIDÉRANT** que la discontinuité des rejets, notamment en période de faible pluie, n'exclut pas des mesures en continu lorsque les conditions le permettent ;

**CONSIDÉRANT** que la discontinuité des rejets à certaines périodes, notamment en période de faible pluie, peut être prise en compte par la réalisation d'un prélèvement sur la durée complète des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 impose une surveillance mensuelle des rejets d'eaux résiduaires, issus du traitement biologique des déchets, à minima pour les paramètres suivants : MES, DCO, azote global, phosphore total ;

**CONSIDÉRANT** les résultats de l'étude d'acceptabilité des rejets par le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que l'ajout d'un point de rejet d'une installation soumise à la directive IED constitue une modification notable qu'il convient d'encadrer. C'est pourquoi afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles au L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, particulièrement la ressource en eau il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Gironde.

**ARRETE**

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.

### CHAPITRE 1.1. ABROGATION DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES .

#### ARTICLE 1.1.1. ABROGATION DES ACTES ANTÉRIEURES.

Le présent acte annule et remplace l'arrêté préfectoral du 02 août 2011.

### CHAPITRE 1.2. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.

#### ARTICLE 1.2.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION.

LA GRANDE JAUGUE (site du Temple), dont le n° SIRET est 50818282100035 et dont le siège social est situé à 27 rue Alessandro Volta espace phare, MERIGNAC (33700), est autorisée à exploiter une installation de Compostage sur le territoire de la commune de SAINT MEDARD EN JALLES (33130) à l'adresse suivante 20 Avenue du Temple, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

#### ARTICLE 1.2.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### ARTICLE 1.2.3. DÉFINITIONS.

Dans le présent arrêté, les termes suivants sont à entendre tels que définis à l'article 2 de l'arrêté du 22/04/08 visé au chapitre 1.7 : *compostage, stabilisation biologique, lot, andain, concentration (ou niveau) d'odeur, débit d'odeur et retour au sol.*

### CHAPITRE 1.3. NATURE DES INSTALLATIONS.

#### ARTICLE 1.3.1. INSTALLATIONS VISÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Rubrique	Régime (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée
3532	A	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Traitement biologique de déchets de végétaux par compostage : 110 t/j  Broyage de refus de compostage aboutissant à de la biomasse pour combustion : 20 t/j  <b>TOTAL : 130 T/J</b>

2780-1.a)	A	Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :  a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	110 t/j
2791	A	Installation de traitement de déchet non dangereux : 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	20 t/j
2171	D	Dépôt de compost et supports de culture renfermant des matières organiques supérieur à 200 m³	8750 m³
2170.2	D	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j	Fabrication de supports de cultures (terreux, mélange spéciaux) à partir de mélange de composts, produits sur site et de matières minérales (sables) et/ou de fumiers rapportés :  7 t/j

L'établissement fait partie des établissements dits « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3532 « **Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes** » ;
- les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au traitement de déchets.

#### ARTICLE 1.3.2. INSTALLATIONS VISÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA).

Rubriques	Désignation	Capacité actuelle	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet d'eaux pluvial provenant d'une surface drainée de 3,23 ha.	Déclaration
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Présence de 3 piézomètres et 2 forages dont un pour l'aspersion et un pour les sanitaires	Déclaration



<b>1.1.2.0</b>	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant inférieur à 10000 m³/an	1 forage d'appoint pour asper-sion avec volume prélevé maximal de 5 000 m³/an  1 forage pour besoin sanitaire avec volume prélevé maximal de 100 m³/an	Non classable
----------------	---	--	---------------

### ARTICLE 1.3.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES.

L'établissement dispose des équipements suivants :

- Une aire de fermentation aérobie (fermentation thermophile – 5400m²) ;
- Une aire principale de maturation (4000m²) ;
- Une aire secondaire de maturation (500m² pour géothermie des bâtiments) ;
- Une zone de criblage du compost brut et de criblage /broyage des refus de compostage ;
- Une aire de stockage des produits avant expédition (composts – 4000m²) ;
- Une aire de stockage des résidus de compostage (bois grossier – 600m² / refus intermédiaire 1200m²).

### ARTICLE 1.3.4. EMPLACEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT ET DISTANCES D'ÉLOIGNEMENT.

#### Article 1.3.4.1 Emplacement.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
SAINT-MÉDARD-EN-JALLES	Section AB n°20 et 186

Les installations citées à l'Article 1.3.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### Article 1.3.4.2 Distances d'éloignement.

Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 22/04/08 visé au Chapitre 1.7, les installations sont implantées de façon à respecter les distances d'éloignement ci-après. L'exploitant effectue une veille sur la destination des terrains concernés par ces périmètres et informe l'Inspection des installations classées et la commune de tout projet qui pourrait avoir un impact sur le respect de ces prescriptions.

Les différentes aires citées sont situées à une distance d'**au moins 8 mètres** des limites de propriété.

De plus, ces différentes aires et les équipements associés sont éloignés :

- d'une distance d'**au moins 200 m** des habitations occupées par des tiers, stades, terrains de camping, établissements recevant du public (hors ceux en lien avec le traitement des déchets) ainsi que les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers,
- d'une distance d'**au moins 35 m** des puits et forages extérieurs au site ou ouvrage ou cours d'eau destiné à l'alimentation en eau potable,
- et d'une distance d'**au moins 200 m** des lieux de baignade et **500 m** des piscicultures et zones conchylicoles.

## CHAPITRE 1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

---

## **CHAPITRE 1.5. DURÉE DE L'AUTORISATION.**

---

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

---

## **CHAPITRE 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.**

---

### **ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE.**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DE L'ÉTUDE DE DANGERS.**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS.**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT.**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au Chapitre 1.3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT.**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.6.6. RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION.**

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets, conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 2 du présent arrêté.

Dans ce cadre et conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet, dans les douze mois qui suivent cette publication, un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72. Celui-ci est remis en trois exemplaires et tient compte notamment de

toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59-I-1°).

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R. 515-68 du code de l'environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
  - o de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
  - o des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux i et ii ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement (en cas de dérogation, une évaluation des risques sanitaires quantitative est attendue).

Dans ce cas, le dossier de réexamen est soumis à la consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du code de l'environnement et selon les modalités de l'article R.515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

#### **ARTICLE 1.6.7. CESSATION D'ACTIVITÉ.**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-75 à R. 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : **usage compatible avec des activités de type agro-sylvicole.**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt 3 mois au moins avant celui-ci. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R.515-75 du code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R.512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP). Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel



usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R.515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R.181-43 et R.512-39-2.

Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

## **CHAPITRE 1.7. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

<b>Date</b>	<b>Texte</b>
31/05/2021	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
17/12/2019	Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
22/04/08	Arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
21/08/07	La norme française NFU 44-051 d'avril 2006 (amendements organiques) rendue d'application obligatoire par l'arrêté ministériel du 21 août 2007
18/03/04	La norme française NFU 44-095 de mai 2002 (compost contenant des matières d'intérêt agronomique, issues du traitement des eaux) rendue d'application obligatoire par l'arrêté ministériel du 18 mars 2004
11/09/03	Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
02/02/98	Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

## **CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code de la santé publique, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.**

---

### **CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.**

---

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX.**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

-

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION.**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers présentés par les équipements et produits stockés ou utilisés dans l'installation.

---

### **CHAPITRE 2.2. RYTHME DE FONCTIONNEMENT.**

---

Le site sera ouvert pour l'accueil et l'expédition de produits du lundi au samedi de 07h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

---

### **CHAPITRE 2.3. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.**

---

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ...

---

### **CHAPITRE 2.4. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETÉ.**

---

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, écorces, déchets, ...

L'exploitant procède régulièrement à un débroussaillage des abords du site.

Un merlon d'une **hauteur minimale de 3 mètres** ceinture le site (sauf au niveau des accès).

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

---

## CHAPITRE 2.5. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.

---

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

---

## CHAPITRE 2.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS.

---

L'exploitant est tenu de déclarer **dans les meilleurs délais** à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis **sous 15 jours** à l'Inspection des installations classées.

---

## CHAPITRE 2.7. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.

---

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- et tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Si ces documents sont conservés sous forme informatique, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées sur le site.

---

## CHAPITRE 2.8. RÉCOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ.

---

Sous **un an** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations.

Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des Installations Classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

---

## CHAPITRE 2.9. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.

---

L'exploitant transmet à l'Inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle	Délai de la transmission à l'Inspection
Article 9.2.1	Mesure du débit d'odeur	Annuelle (bimensuelle la première année)	Dans le mois suivant la réception des résultats

Article 9.2.2	Etanchéité plate-forme	Mensuelle	Chaque année (sauf anomalie détectée : dans la semaine)
Article 9.2.3	Eaux souterraines	Semestrielle	Dans le mois suivant la réception des résultats
Article 9.2.4	Niveaux sonores	Triennale	Dans le mois suivant la réception des résultats

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Chapitre 2.8	Récolement aux prescriptions de l'arrêté	Dans l'année suivant la notification de l'arrêté
Article 7.5.3	Attestation d'aménagement de la réserve incendie	Dans les quinze jours à compter de l'achèvement de la réserve
Article 8.2.1	Diagnostic de sol	Avant la création de la plate-forme – à transmettre dans le mois qui suit la réception du document
Chapitre 8.3	Déclaration du forage et des piézomètres	Avant le début des travaux de création de la plate-forme
Article 9.4.1	Déclaration GERE	Avant le 1 <sup>er</sup> avril par télédéclaration (le 15 mars sinon)

---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.

---

### CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.

---

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'Inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

La concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de **3 000 mètres** des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de **5 UO<sub>E</sub> /m<sup>3</sup>** plus de **175 heures** par an, soit une fréquence de dépassement de **2 %**. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage ou de stabilisation biologique et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure d'une oxygénation suffisante des effluents stockés dans les bassins de façon à éviter l'apparition d'odeurs.

#### ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions, telles que le lavage des roues des véhicules, doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.



#### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES.**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

---

### **CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.**

---

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

Les points canalisés de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des installations classées.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.

---

---

### CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.

---

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Débit maximal	Prélèvement maximal moyen annuel (sur trois ans)
Forage dans le plio-quaternaire	20 m <sup>3</sup> /h	5 000 m <sup>3</sup> /an

Le forage respecte les dispositions d'aménagement prévues au chapitre 8.3.

#### ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau potable ainsi que dans les milieux de prélèvement.

Les réseaux d'eau potable sont séparés des autres réseaux d'eau ou d'effluents. Ils sont clairement identifiés et facilement repérables.

---

### CHAPITRE 4.2. CONCEPTION ET GESTION DES RESEAUX.

---

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Tous les effluents aqueux sont collectés, canalisés et recyclés sur la plate-forme.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX.

Un schéma de tous les réseaux d'alimentation et de collecte et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement des réseaux, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
- et les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)

#### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE.**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. En particulier, les bassins font l'objet d'un curage au moins annuel à l'occasion duquel l'intégrité du dispositif d'étanchéité est contrôlée. Les matériaux récupérés pendant ces opérations sont éliminés comme des déchets.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION CONTRE DES RISQUES SPÉCIFIQUES.**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX.**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux de collecte et d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

---

### **CHAPITRE 4.3. GESTION DES EAUX SUR LE SITE.**

---

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS.**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées : eaux de toiture ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, en provenance des zones de stockage, des voies de circulation, etc. ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les eaux issues des aires de lavages des véhicules et des bennes, ainsi que les provenant des nettoyages des fûts et conditionnements divers ;
- les eaux résiduaires après épuration interne ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS.**

Les effluents pollués ou susceptibles d'être pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES EAUX USÉES SANITAIRES.**

Les eaux sanitaires sont traitées par un système d'assainissement non-collectif conforme à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 4.3.4. GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT - REJET 1.**

Les eaux pluviales et de ruissellement (dont les lixiviats issus des différents stockages et andains) sont gérées selon les dispositions prévues sur le plan annexé au présent arrêté.

L'ensemble de ces eaux est collecté par un réseau étanche et dirigé vers un bassin de relevage de **300 m<sup>3</sup>** à partir duquel l'eau est pompée vers un des deux bassins de stockage de **500 et 1 200 m<sup>3</sup>**. Les effluents recueillis sont destinés à l'arrosage ou à l'humidification des andains lorsque cela est nécessaire.

Le bassin de 500 m<sup>3</sup> se déverse dans un bassin d'orage de 1850 m<sup>3</sup> (régulation 3l/s/ha soit 30m<sup>3</sup>/h).

En cas de forte pluie et du niveau de remplissage des bassins de stockage l'eau se déverse sur une unité de traitement par FPR de 250m<sup>2</sup> avant rejet.

Ces bassins et la plate-forme sont convenablement entretenus et régulièrement contrôlés de façon à garantir en toute circonstance leur bon état et, en particulier leur étanchéité.

#### **ARTICLE 4.3.5. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES – REJET 2.**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, et notamment celles collectées au niveau des parkings, de la zone de distribution en carburant et de l'aire de lavage sont collectées et dirigées vers un séparateur / débourbeur avant de rejoindre le bassin de relevage.

Le séparateur / débourbeur fait l'objet d'une maintenance et de vérifications régulières permettant de garantir son bon fonctionnement.

#### **ARTICLE 4.3.6. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS.**

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

En particulier, en ce qui concerne la gestion du lit planté de roseaux, **l'exploitant rédige sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une procédure** dédiée au curage du sable des bassins à une fréquence laissée à l'appréciation de l'exploitant et justifiée par ce dernier à partir des préconisations du concepteur de l'équipement. Ceci afin notamment d'éviter le relargage des polluants vers le milieu récepteur en cas de saturation du système de filtration.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

### **CHAPITRE 4.4. POINTS DE REJET.**

---

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies par cette même réglementation.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet internes suivants :

Points de rejet internes à l'établissement	Point n°1	Point n°2
Nature des effluents	Effluents pollués ou susceptibles d'être pollués (eaux ruisselantes sur les déchets ou andains), après épuration	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (collectées au niveau des parkings, pourtour des 2 bâtiments de la zone de distribution en carburant, et de l'aire de lavage)
Localisation	Sortie de traitement apres buse	Sortie de séparateur débourbeur
Coordonnées (RGF 93)	X=396 966m Y=6428 199 m	X=397 207m Y=6428 164m
Exutoire du rejet	Fossé externe puis ruisseau les Ardillères puis le ruisseau de Berle de la Capette puis le ruisseau de Bonneau puis la Jalle de Saint Médard puis la Garonne	Bassin végétalisé interne
Traitement avant rejet	Traitement biologique par lit planté de roseaux	Séparateur débourbeur

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté à l'article 9.13.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### **ARTICLE 4.4.1. CONCEPTION DES OUVRAGES DE REJET.**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 4.4.2. AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES DE REJET.**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides, interne et externe, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.



Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C. Leur mise en place peut être demandée par l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 4.5. LIMITATION DES REJETS.

### ARTICLE 4.5.1. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus ils ne doivent pas :

- comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température :  $< 30^{\circ}\text{C}$  ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;
- potentiel d'oxydo-réduction (EH) :  $> + 100\text{mV}$ .

### ARTICLE 4.5.2. RÉGULATION DU DÉBIT DE SORTIE.

L'exploitant est, de manière circonstanciée, en mesure de réguler le débit de ses rejets qui respectent les valeurs ci-dessous :

Période (1)	Débit moyen (m³/h)
Hors étiage	2
Etiage	0.93

(1) Débit d'étiage considéré :  $0.226\text{ m}^3/\text{s}$

En cas de dépassement de ces débits les eaux pluviales collectées et susceptibles d'être polluées sont rejetées de manière étalée dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites applicables, sous réserve de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Enfin l'exploitant s'assure que le débit d'étiage est respecté avant rejet dans le milieu. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si le débit du cours d'eau est inférieur au à ce débit tout rejet est interdit.

### ARTICLE 4.5.3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES REJETS.

Les valeurs limites d'émissions prescrites pour le point n°3 de rejet au milieu naturel permettent le respect, hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé complété par l'arrêté du 24 août 2017 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les rejets de l'établissement doivent respecter les valeurs limites suivantes au point de rejet n°1 :

Paramètres	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	60 mg/l	2,88
DCO	180 mg/l	8,64
DBO <sub>5</sub>	100 mg/l	4,8
Hydrocarbures	10 mg/l	0,48
Azote global (NGI)	25 mg/l	1,2
Phosphore total (Pt)	2 mg/l	0,096
Indices phénols	0,3 mg/l	0,0144
Cyanures libres	0,1 mg/l	0,0048
Fluorures	15 mg/l	0,72
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l	0,048
Fer (Fe), Aluminium (Al) et composés (Fe+Al)	5 mg/l	0,24
Arsenic (As)	25 µg/l	0,0024
Cadmium (Cd)	25 µg/l	0,0024
Chrome (Cr)	0,1 mg/l	0,0048
Chrome hexavalent (Cr VI)	50 µg/l	0,0024
Cuivre (Cu)	0,15 mg/l	0,0072
Étain (Sn) et ses composés	2 mg/l	0,096
Manganèse (Mn)	1 mg/l	0,048
Nickel (Ni)	0,2 mg/l	0,0096
Plomb (Pb)	0,1 mg/l	0,0048
Zinc (Zn)	0,8 mg/l	0,0384
Mercure (Hg)	5 µg/l	0,00024
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	25 µg/l	0,012
PFOA, PFOS (1)	/	/

(1) La surveillance pourra être abandonnée, sur demande auprès de l'inspection des installations classées, si la concentration moyenne sur 4 analyses successives est inférieure à la limite de quantification de ces paramètres.

Les rejets de l'établissement doivent respecter les valeurs limites suivantes au point de rejet n°2 :

Paramètres	Concentration maximale Journalière
pH	5.5 – 8.5
Température	< 30°C
MES	100 mg/l
DCO	300 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l

## CHAPITRE 4.6. SURVEILLANCE DES REJETS DES EFFLUENTS LIQUIDES.

### ARTICLE 4.6.1. CONTRÔLE DES REJETS.

Afin de piloter ses installations en conformité avec les valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. L'exploitant réalise les contrôles suivants :

#### ➤ Point de rejet n°1 :

Paramètres	Type de prélèvement	Périodicité de la mesure (1)
Débit	/	journalier
MES, DCO, DBO <sub>5</sub> Hydrocarbures Azote global (Ngl), Phosphore total (Pt)	24 h asservi au débit	mensuelle
Indices phénols Cyanures libres, Fluorures Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) Aluminium (Al), Fer (Fe) + Aluminium (Al), Arsenic (As), Cadmium (Cd), Chrome (Cr), Chrome hexavalent (Cr VI), Cuivre (Cu), Étain (Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Zinc (Zn), Mercure (Hg), Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), PFOA, PFOS	24 h asservi au débit	

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

➤ Point de rejet n°2 : les mesures sont réalisées de manière semestrielle pour l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.5.3 du présent arrêté.

Les analyses sont effectuées sur **échantillon non-décanté**.

Par défaut, les méthodes d'analyse correspondent aux méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.

En cas de rejets discontinus pendant la période de prélèvement, un prélèvement sur la durée complète des rejets est réalisé, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit.

Au cours de cette surveillance :

- la fréquence d'analyse de certains paramètres pourra être revue à la baisse, après accord de l'inspection des installations classées, si au moins 6 prélèvements mensuels ou 4 prélèvements trimestriels consécutifs montrent une stabilité de la qualité du rejet ;
- la fréquence de départ pourra être ré-établie, à la demande de l'inspection des installations classées, en cas de dépassements successifs de la valeur limite d'émission, telle que fixée au présent arrêté ;
- l'analyse au rejet de certaines substances pourra être abandonnée, après accord de l'inspection des installations classées, si la concentration moyenne (obtenue en effectuant la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées) sur 4 analyses consécutives est inférieure à la limite de quantification LQ du paramètre en question.

#### **ARTICLE 4.6.2. TRANSMISSION DES RÉSULTATS.**

Les résultats des analyses mentionnées ci-avant sont renseignés sous l'application GIDAF, au plus tard dans la quinzaine qui suit leur réception par l'exploitant.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.

#### **ARTICLE 4.6.3. CONTRÔLES DE RECALAGE DE L'AUTOSURVEILLANCE.**

Dans le cas où l'exploitant réalise lui-même la surveillance de ses rejets, et afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées accompagnés des résultats d'autosurveillance de la période correspondante. La transmission comportera tous les éléments nécessaires à la vérification du calage visé par le présent article.

#### **ARTICLE 4.6.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES REJETS EN CAS DE SÉCHERESSE.**

Durant les périodes de sécheresse ou de pénurie d'eau, les rejets d'eaux résiduaire peuvent être interdits dans les conditions prévues par arrêté préfectoral ou adaptés selon les modalités définies dans ce même arrêté.

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de Gironde.

---

## **TITRE 5 - DÉCHETS.**

---

### **CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.**

---

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS.**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS.**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Des bennes spécifiques sont dédiées selon le type de déchet.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-196 à R.543-201 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du code de l'environnement portant application des articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

#### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS.**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.



#### ARTICLE 5.1.5. TRANSPORT.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement. À l'exception du compostage des déchets verts, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

L'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### CHAPITRE 5.2. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT.

#### ARTICLE 5.2.1. PRINCIPAUX DÉCHETS.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

Déchet	Mode d'élimination
Refus de compostage (pierres, plastiques, papiers, ...)	ISDND
OM et assimilés	Valorisation énergétique
Ferrailles	Recyclage
Huiles usagées	Recyclage
Emballages souillés	Traitement / Valorisation
Plastiques, gravats	Tri / Valorisation

Les refus de criblage organiques sont réintroduits en début de chaîne de compostage.

Dans le cas où le produit fabriqué ne répondrait pas aux critères des normes permettant la commercialisation du compost, il sera éliminé comme un déchet.

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.**

### **CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS.**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINs.**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Des avertisseurs de recul utilisés sur les véhicules sont à tonalité sonore peu marquée.

#### **ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION.**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.**

#### **ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE.**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A) (niveau de bruit avant projet de 40,8 dB(A))	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

#### **ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT.**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période	de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété	70dB(A)	60 dB(A) – si une activité est réalisée sur le site

---

## CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS.

---

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## **TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.**

---

### **CHAPITRE 7.1. CARACTÉRISATION DES RISQUES.**

---

#### **ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT.**

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

#### **ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT.**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **ARTICLE 7.1.3. ORGANISATION DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.**

L'exploitant définit et met en œuvre, à partir notamment de l'étude d'impact et l'étude des dangers, une organisation permettant de garantir la prévention des risques technologiques présentés par ses installations.

Cette organisation se traduit tant sur le plan des moyens humains (organisations, formations, ...) que matériels (contrôles et essais périodiques, maintenance préventive et curative, procédure en cas d'indisponibilité, ...). Elle doit pouvoir être présentée à l'Inspection des installations classées.

---

### **CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.**

---

#### **ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT.**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (ou équivalent).

#### **ARTICLE 7.2.2. GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS.**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

#### **ARTICLE 7.2.3. CARACTÉRISTIQUES DES VOIES POUR LES SERVICES DE SECOURS ET DES RÉSERVES D'EAU EN CAS D'INCENDIE.**

Les voies susceptibles d'être utilisées par les engins des services de secours répondent aux dispositions fixées en annexe.

Les réserves d'eaux en cas d'incendie répondent aux dispositions fixées en annexe.

#### **ARTICLE 7.2.4. BÂTIMENTS ET LOCAUX.**

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### **ARTICLE 7.2.5. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE.**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée **au minimum une fois par an** par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### **ARTICLE 7.2.6. ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE À L'ORIGINE D'UNE EXPLOSION.**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les équipements métalliques contenant et / ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

#### **ARTICLE 7.2.7. PROTECTION CONTRE LA Foudre.**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

---

### **CHAPITRE 7.3. OPÉRATIONS POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS**

---

#### **ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS.**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;



- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des dépôts de matière inflammable ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- et la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Sont notamment définis pour les équipements dont le bon fonctionnement est nécessaire à la sécurité du site : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

#### **ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX.**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL.**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE.**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible ou toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

#### **ARTICLE 7.3.5. « PERMIS D'INTERVENTION » ET « PERMIS DE FEU ».**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée après analyse des risques. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

---

## **CHAPITRE 7.4. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.**

---

### **ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT.**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

### **ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES.**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### **ARTICLE 7.4.3. RÉTENTIONS.**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

### **ARTICLE 7.4.4. RÉSERVOIRS.**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés pour, notamment, éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.4.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION.**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.4.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI.**

Les produits considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.4.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS.**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### **ARTICLE 7.4.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES.**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

---

### **CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.**

---

#### **ARTICLE 7.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS.**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

#### **ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION.**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU D'EXTINCTION.**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone. Ce plan est affiché à l'entrée de l'installation et

comporte les coordonnées téléphoniques du personnel d'astreinte pouvant être contacté en cas de sinistre sur le site ;

- les aires de stationnement des réserves incendie sont matérialisées au sol. Les réserves incendies font l'objet d'une signalisation permettant d'en faciliter le repérage et d'en connaître les caractéristiques, principalement la destination et la capacité ;
- 3 RIA sur la plateforme de compostage, criblage et broyage ;
- 7 canons à eau d'aspersion permettant d'intervenir sur la plateforme de compostage d'une capacité unitaire de 30 m<sup>3</sup>/h ;
- 1 réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup> avec 2 aires d'aspiration pompier et avec un débit de 120 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures ;
- d'engins permettant de créer une séparation physique des tas de compost. Un conducteur qualifié, relevant de l'exploitant, est mis à disposition en cas d'intervention des services d'incendie et de secours ;
- des extincteurs en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets (conforme aux règles de l'APSAD 4) ;
- ces équipements sont complétés par la possibilité d'utiliser des canons ou des lances d'arrosage répartis sur le site.

En complément, la *distance minimale entre le stockage des déchets verts et le stockage de coproduits* (déchets verts broyés et refus de criblage) est de 5 mètres.

Les points d'eau incendie et les aires de stationnement des engins de secours sont hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup>.

L'exploitant s'assure de la disponibilité du débit d'aspiration prescrit en conduisant un test d'aspiration avec les services d'incendie et de secours dans l'année suivant la signature du présent arrêté.

L'exploitant informe dans les meilleurs délais les services de secours et l'Inspection des installations classées d'une éventuelle indisponibilité (panne, maintenance, ...) des dispositifs de protection contre l'incendie dont il aurait connaissance.

#### **ARTICLE 7.5.4. BASSIN DE CONFINEMENT.**

Lorsque le réseau de collecte des eaux pluviales et de ruissellement est susceptible de recevoir des eaux polluées ou des eaux provenant de la lutte contre un incendie, l'effluent est dirigé vers un ou plusieurs des bassins étanches (lagune de 1850 m<sup>3</sup>) dont la capacité disponible est **d'au moins 889 m<sup>3</sup>. L'exploitant est capable de justifier de la disponibilité de ce volume à tout instant.**

Un système de pompage du bassin de relevage vers les bassins principaux est disponible en permanence, y compris en cas de coupure électrique nécessitée par un incendie.

## TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

### CHAPITRE 8.1. CONDUITE DU COMPOSTAGE.

#### ARTICLE 8.1.1. PRODUITS.

Les matières produites par l'installation sont de deux catégories :

1. Les produits finis, correspondant aux matières fertilisantes et supports de culture conformes à une norme rendue d'application obligatoire
2. Les déchets – résidus de déchets verts pour lesquels le compostage n'a pas permis d'aboutir à une conformité à une norme.

#### ARTICLE 8.1.2. ADMISSION DES INTRANTS.

##### Article 8.1.2.1 Déchets admis.

Sont admissibles sur site les seuls déchets et matières qui présentent un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage, qui répondent au code **20 02 01** au sens de l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement :

Code CED	Dénomination usuelle
20 xx xx	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément
20 02 xx	Déchets de jardins et de parcs
20 02 01	Déchets biodégradables

et qui proviennent :

- de la zone géographique relevant de la Communauté urbaine de Bordeaux
- de l'installation de compostage exploitée à *Touban* à SAINT-MÉDARD-EN-JALLES
- ou du reste de la Gironde.

Certains déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobiose et de générer des nuisances odorantes, sont, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation dispose en quantité suffisante.

##### **Les bois traités ne sont pas acceptés.**

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale est portée à la connaissance du préfet.

##### Article 8.1.2.2 Cahier des charges.

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée **tous les ans** et conservée **au moins trois ans** par l'exploitant.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.



### **Article 8.1.2.3 Registres.**

Les registres des déchets entrants et sortant sont conformes à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de **dix ans** en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L.255-9 du code rural.

Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.

### **ARTICLE 8.1.3. EXPLOITATION ET DÉROULEMENT DU PROCÉDÉ DE COMPOSTAGE.**

Le procédé de compostage ou de stabilisation biologique débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de **trois semaines**.

A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process ;
- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées pour une durée minimale de **dix ans** en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

#### ARTICLE 8.1.4. DEVENIR DES MATIÈRES TRAITÉES.

##### **Article 8.1.4.1 Justificatifs de conformité du compost.**

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et des articles L.214-1 et L.214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'Article 1.2.3 du présent arrêté à la disposition de l'Inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural.

Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'Article 1.2.3, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme **NFU 44-051** concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'Inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de **dix ans** et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural.

#### ARTICLE 8.1.5. DÉCHETS PRODUITS PAR L'EXPLOITATION.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

L'installation dispose d'un emplacement dédié à l'entreposage des déchets dangereux susceptibles d'être extraits des déchets destinés au compostage.

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés ou stabilisés en conformité avec la réglementation.

---

### CHAPITRE 8.2. AMÉNAGEMENTS DE LA PLATE-FORME.

---

#### ARTICLE 8.2.1. CONNAISSANCE DES SOLS.

Préalablement à la création de la plate-forme, l'exploitant établit un diagnostic de la qualité des sols vis-à-vis des risques de pollution qui pourraient survenir. Ce document est transmis à l'Inspection des installations classées **dans le mois** qui suit sa réception par l'exploitant.

#### ARTICLE 8.2.2. DIMENSIONS DES STOCKAGES.

Le stockage des refus de criblage s'effectue en tas de dimension maximale de 30 m x 20 m et d'au plus 5 mètres de hauteur.

Compte tenu d'un effet domino possible, aucun stockage de produit combustible n'est autorisé à moins de 10 mètres de ces tas.

Le stockage des déchets verts s'effectue en tas d'une hauteur maximale de 5 mètres.

Les andains ont une hauteur d'au plus 5 mètres.

Les tas de compost ont une surface maximale de 80 m x 50 m et une hauteur d'au plus 5 m.

#### ARTICLE 8.2.3. PLATE-FORME.

L'ensemble de la plate-forme accueillant les activités est étanche et résistante aux opérations, équipements et véhicules qu'elle est amenée à supporter.

Elle est constituée à minima d'un enrobé dense de **6 cm** d'épaisseur sur une couche d'imprégnation bitume.

Une pente douce vers l'ouest permet de diriger les eaux et les lixiviats vers le réseau de collecte (bassin de relevage).

---

### CHAPITRE 8.3. FORAGE.

---

La déclaration demandée par le Code de l'Environnement pour le forage et les piézomètres devra être transmise au guichet unique de la Police de l'Eau et à l'Inspection des installations classées avant le début des travaux de création de la plate-forme.

Un dispositif de comptage permet de connaître les volumes d'eau prélevés. Il fait l'objet d'un relevé au moins mensuel.

L'aménagement des forages respecte les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. En particulier :

- L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et de prévenir toute introduction de pollution de surface.
- Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.
- La tête de l'ouvrage s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.
- Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.
- L'ouvrage est identifié par une plaque mentionnant ses références.
- **Tous les dix ans** est réalisée une inspection périodique de l'ouvrage (dernière inspection en 2020), en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au Préfet, dans les **trois mois** suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

En cas de cessation d'exploitation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.

La reprise de l'exploitation d'un forage après une interruption de plus d'un an est subordonnée à une inspection identique à l'inspection périodique prévue ci-dessus.

---

#### **CHAPITRE 8.4. INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES.**

---

Un équipement photovoltaïque de production d'électricité peut être installé en toiture du bâtiment d'accueil et du hangar. Dans ce cas, les dispositions suivantes sont respectées :

- l'implantation et l'exploitation des équipements sont réalisées en conformité avec l'état de l'art et, notamment, le guide INERIS / CSTB *Prévention des Risques associés à l'implantation de cellules photovoltaïques sur des bâtiments industriels ou destinés à des particuliers* du 08/12/10 et le guide UTE C15-712
- les équipements font l'objet d'une maintenance et de vérifications périodiques
- un système de coupure d'urgence des énergies est positionné au plus près des équipements
- un système permet la coupure simultanée de l'ensemble des onduleurs
- ces deux systèmes sont facilement accessibles et clairement signalés
- les panneaux sont posés sur des supports classés A2s1d0 et les matériaux d'isolation de la toiture sont classés M0
- un cheminement d'au moins 50 cm de large est laissé libre sur le pourtour des panneaux pour y permettre l'accès
- l'emplacement des équipements et des systèmes de coupure est reporté clairement sur l'ensemble des pouvant être utilisés par les services de secours et le personnel de l'entreprise ou des entreprises extérieures
- des extincteurs à poudre ABC, a minima de 50 kg, sont positionnés à proximité des panneaux photovoltaïques.
- l'exploitant tient à disposition des services de secours : une perche à corps isolante, des gants isolants et une bâche adaptée permettant de couvrir une partie des panneaux et donc d'arrêter la production de courant
- une consigne précise la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement ou d'anomalie constatée sur ces équipements.

---

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.

---

### CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.

---

#### ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette autosurveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme, y compris les modalités de transmission à l'Inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature, de paramètres et de fréquence de mesure.

#### ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES.

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité et afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder **au moins une fois par an** à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance.

Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'Inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'Inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'Inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives..

#### ARTICLE 9.1.3. NORMES APPLICABLES.

Sauf accord préalable de l'Inspection des installations classées, les normes de référence à appliquer lors de la réalisation des mesures comparatives sont celles prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 *relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.*

---

### CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.

---

#### ARTICLE 9.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES ODEURS.

Le débit d'odeur est mesuré **chaque année** en période la plus favorable au dégagement d'odeurs et en période estivale.

#### ARTICLE 9.2.2. AUTOSURVEILLANCE DE L'ÉTANCHÉITÉ DE LA PLATE-FORME.

L'exploitant procède à une inspection du bon état et de l'étanchéité de la plate-forme au moins **mensuellement** selon une méthodologie qu'il définit dans une procédure tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.



### ARTICLE 9.2.3. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- et un puits de contrôle en amont.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	Aval supposé	Nappe très hautes terrasses quaternaires de la vallée de la Garonne et de la Gironde (Code FG047)	10,4
PZ2	Aval supposé		15
PZ3	Amont supposé		10,4

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan ci-dessous :



**Deux fois par an** (en périodes de basses et de hautes eaux) et **quotidiennement pendant une semaine** après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ces puits. Une mesure est réalisée avant mise en exploitation du site.

Des analyses sont effectuées sur les prélèvements dans les conditions énoncées ci-après :

Paramètres	Méthodes de référence
pH, température et conductivité	Selon les normes en vigueur
DCO	Selon les normes en vigueur
Ammonium	Selon les normes en vigueur
Nitrate	Selon les normes en vigueur

Chlorures	Selon les normes en vigueur
Potassium	Selon les normes en vigueur
Cadmium	Selon les normes en vigueur
Nickel	Selon les normes en vigueur

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

#### **ARTICLE 9.2.4. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES.**

Une mesure de la situation acoustique est réalisée par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'Inspection des installations classées :

- dans le délai de **trois ans** à compter de la réalisation de la dernière analyse périodique ;
- ainsi qu'à tout moment, sur demande de l'Inspection des installations classées.

Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté.

### **CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.**

#### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES.**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.

Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font constat de risques ou d'inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE ET DES CONTRÔLES.**

L'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées les résultats obtenus dans le cadre de l'autosurveillance **dans le mois qui suit leur réception**.

Dans le cas où les résultats mettent en évidence une dérive ou un dépassement important, l'exploitant les communique **dans les meilleurs délais** à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant joint aux résultats de l'autosurveillance un rapport qui présente au minimum l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au Chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des installations classées pendant une durée de **10 ans**.

Les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines sont également transmis à la Police de l'eau.

---

## CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES

---

### ARTICLE 9.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS.

L'exploitant transmet chaque année au ministre chargé de l'Environnement une déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, conformément à l'arrêté du 31 mars 2008 susvisé.

La transmission de la déclaration des émissions de l'année N est transmise :

- avant le **1<sup>er</sup> avril** de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration,
- et avant le **15 mars** de l'année suivante si elle est faite par écrit.

---

## TITRE 10 - DISPOSITIONS FINALES.

---

### ARTICLE 10-1- PUBLICITÉ.

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Saint-Médard en Jalles et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires.

L'arrêté sera publié sur le site des Services de l'État en Gironde – [www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr).

### ARTICLE 10-2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication et de l'affichage de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation pour l'auteur du recours de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

### ARTICLE 10-3 - EXÉCUTION.

Le présent arrêté sera notifié à la Grande Jauge.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de Saint-Médard en Jalles,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le

15 JAN. 2026

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

42/45

François DRAPÉ

## Liste des articles

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
CHAPITRE 1.1. ABROGATION DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES .....	4
CHAPITRE 1.2. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.3. NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.5. DURÉE DE L'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	7
CHAPITRE 1.7. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	9
CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	9
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>10</b>
CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	10
CHAPITRE 2.2. RYTHME DE FONCTIONNEMENT.....	10
CHAPITRE 2.3. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	10
CHAPITRE 2.4. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETÉ.....	10
CHAPITRE 2.5. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	11
CHAPITRE 2.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	11
CHAPITRE 2.7. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	11
CHAPITRE 2.8. RÉCOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ.....	11
CHAPITRE 2.9. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	11
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	13
CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.....	14
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	15
CHAPITRE 4.2. CONCEPTION ET GESTION DES RESEAUX.....	15
CHAPITRE 4.3. GESTION DES EAUX SUR LE SITE.....	16
CHAPITRE 4.4. POINTS DE REJET.....	17
CHAPITRE 4.5. LIMITATION DES REJETS.....	19
CHAPITRE 4.6. SURVEILLANCE DES REJETS DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	21
<b>TITRE 5 - DÉCHETS.....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	23
CHAPITRE 5.2. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT.....	24
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>25</b>
CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	25
CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	25
CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS.....	26
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>27</b>
CHAPITRE 7.1. CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	27
CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	27
CHAPITRE 7.3. OPÉRATIONS POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS.....	28
CHAPITRE 7.4. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	30
CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	31
<b>TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS.....</b>	<b>33</b>
CHAPITRE 8.1. CONDUITE DU COMPOSTAGE.....	33
CHAPITRE 8.2. AMÉNAGEMENTS DE LA PLATE-FORME.....	35
CHAPITRE 8.3. FORAGE.....	36
CHAPITRE 8.4. INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES.....	37
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>38</b>
CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	38
CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	38
CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	40



CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES.....	41
<b>TITRE 10 - DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>42</b>
<b>TITRE 11 - ANNEXES.....</b>	<b>45</b>

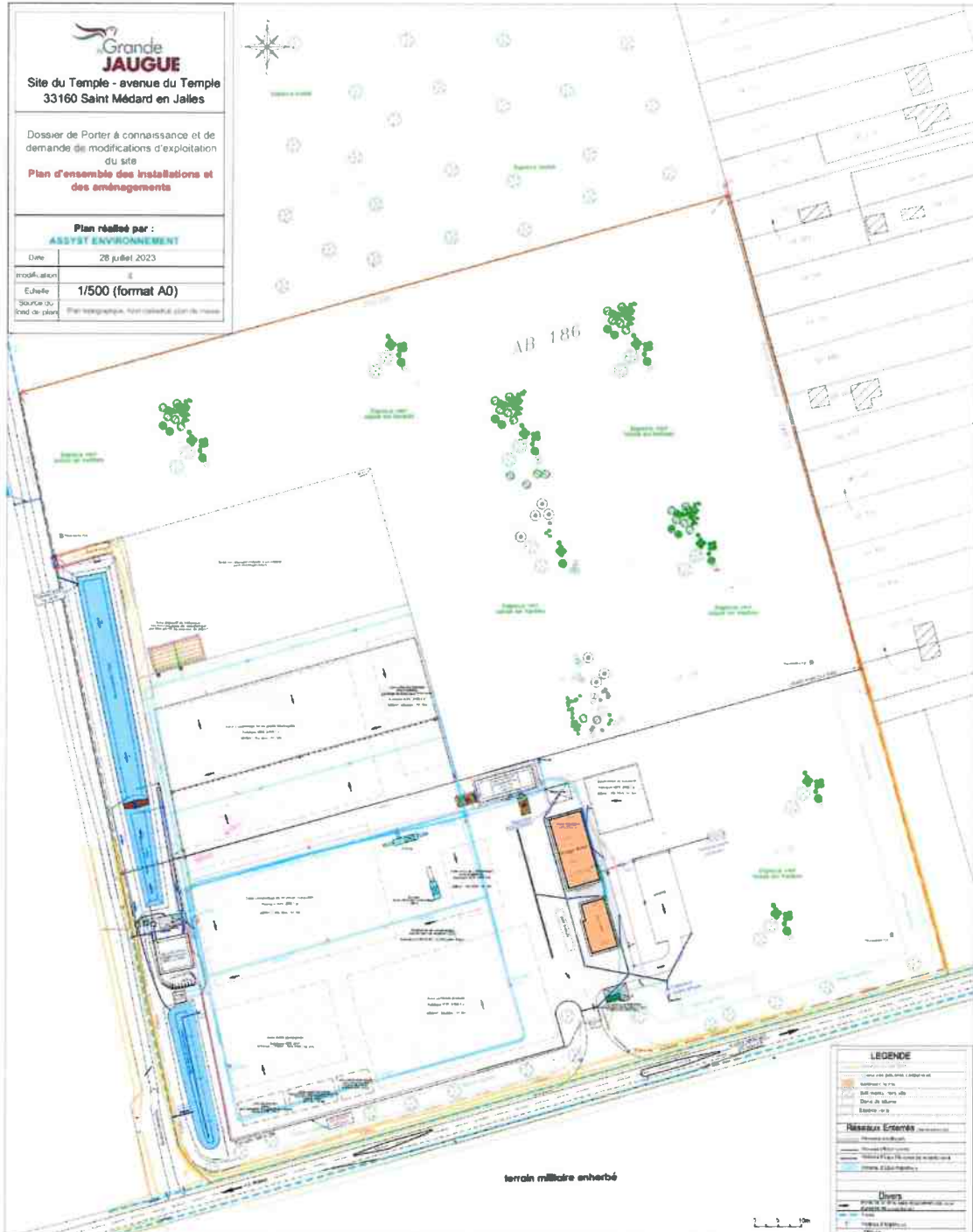
---

## **TITRE 11 - ANNEXES**

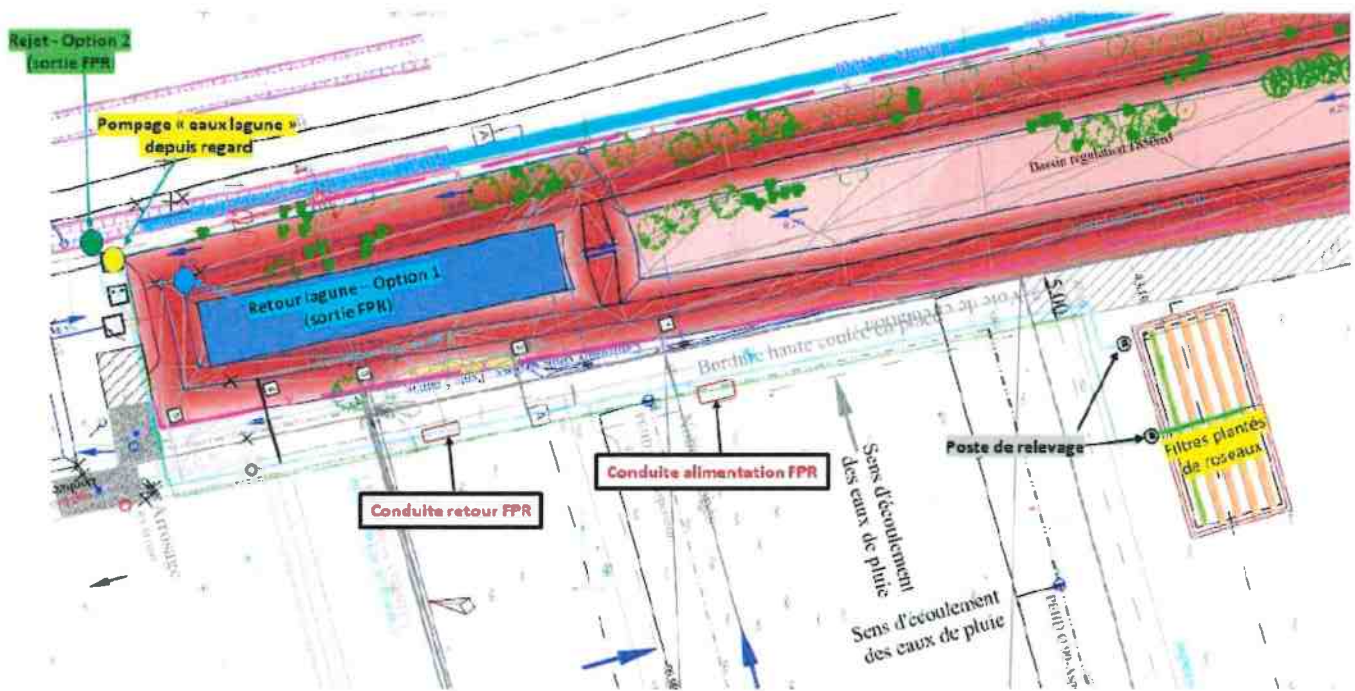
---

- 1. Plan du site LA GRANDE JAUGUE (Touban)**
- 2. Plan du système de traitement des effluents aqueux**
- 3. Emplacement des points de mesure**

## 1. Plan du site LA GRANDE JAUGUE (Touban)



## 2. Plan du système de traitement des effluents aqueux



### 3. Emplacement des points de mesure (émissions sonores)

